

Numéro 24 - 2 avril 2021

**Le budget de 2021 du gouvernement de l'Ontario**  
**Il est urgent de donner une direction**  
**prosociale à l'économie**



**Les syndicats dénoncent le budget de 2021**

- **La Fédération du travail de l'Ontario**
- **L'Union internationale des employés des services - Soins de santé**
- **Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario**
- **Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) - Ontario**
- **Le président du secteur universitaire au SCFP-Ontario**
- **Déclaration commune des syndicats représentant les travailleurs en éducation**
- **Unifor**

---

**Le budget 2021 du gouvernement de l'Ontario**  
**Il est urgent de donner une direction**  
**prosociale à l'économie**

Le gouvernement de l'Ontario a présenté un budget le 24 mars dans lequel il refuse de répondre au besoin pressant d'investissements accrus dans les programmes sociaux. Les travailleurs, par le biais

de leurs syndicats, dénoncent le budget et mènent une campagne publique pour le respect et la sécurité. Ils exigent du gouvernement ontarien et du gouvernement fédéral des budgets qui augmentent les investissements dans les programmes sociaux et arrêtent de payer les riches.

La pandémie a mis en lumière les conséquences désastreuses que cause le refus de l'élite dirigeante de changer la direction de l'économie pour qu'elle cesse d'être sous la pression constante des riches et de leur poursuite du profit privé maximum. Les travailleurs veulent le respect, la sécurité et le droit de vivre et de travailler dans la dignité.

Comment les résidents des centres de soins de longue durée, les patients des hôpitaux et les autres personnes qui ont besoin d'assistance médicale, et les étudiants du primaire, du secondaire et du postsecondaire peuvent-ils avoir la garantie que leurs besoins vont être comblés si les gouvernements refusent de combler les besoins et de garantir les droits de ceux qui assurent ces services sociaux nécessaires ? Le respect et la sécurité pour les gens de tous âges qui ont besoin de services sociaux commencent par le respect et la sécurité pour ceux qui assurent les services !



- Les nombreux décès de gens âgés dans les centres de soins de longue durée ont été causés par le refus des gouvernements d'investir dans leurs soins et par les entreprises qui considèrent le soin des aînés comme une occasion de faire de grands profits.

- Le budget de l'Ontario ne contient aucune mesure de congés de maladie payés, qui sont une revendication très répandue des travailleurs ontariens et qui a l'appui des médecins et des autres experts de la santé publique.

- Plus de 20 000 travailleurs de la santé de l'Ontario ont été infectés par la COVID-19, et 20 d'entre eux en sont morts.

- Les gouvernements ont tellement privé l'Université Laurentienne de Sudbury des investissements requis que les créanciers privés l'ont forcée à se mettre sous la protection de la faillite et vont peut-être même causer son effondrement.

- Le budget de l'Ontario ne maintient même pas les dépenses en éducation au niveau du taux de l'inflation et de la croissance des inscriptions, ce qui met en lumière le refus socialement irresponsable des gouvernements de garantir le droit à l'éducation de tous et de permettre aux travailleurs de l'éducation d'organiser un environnement d'apprentissage sécuritaire.



Ces faits couvrent de honte les gouvernements ontarien et fédéral. Ils sont un réquisitoire contre la négligence et le refus de l'élite dirigeante d'accomplir son devoir d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux et d'arrêter de payer les riches. Ceux qui sont en contrôle se révèlent comme des destructeurs de la nation et non des bâtisseurs de la nation.

Les faits mettent en lumière que les oligarques en contrôle bloquent les efforts du peuple d'organiser

une direction de l'économie centrée sur l'humain. Ils montrent que les travailleurs doivent s'organiser en une force irrésistible qui réclame et donne naissance à une nouvelle direction de l'économie et des affaires politiques qui sert le peuple et répond à ses besoins et à ceux de la société.

Les belles paroles et les énoncés de politique des partis politiques cartellisés ne suffisent pas ! Ils n'assurent pas le respect, la dignité et la sécurité aux travailleurs et ne répondent pas aux besoins du peuple et de la société. Ce sont les actions qui sont nécessaires.

***Arrêtez de payer les riches !  
Augmentez les investissements dans les programmes sociaux maintenant !***

(Photos : FO, MissSardinh)

---

## Les syndicats dénoncent le budget de 2021 La Fédération du travail de l'Ontario (Extrait)



**Rassemblement en appui aux soins de santé, à Queen's Park, le 30 avril 2019**

Le budget de 2021 de l'Ontario rate la cible et ne réussira pas à sortir les Ontariens de cette crise de la santé publique qui perdure depuis un an ni d'en arriver à un rétablissement équitable. Le budget ne prévoit pas les importants investissements requis dans les services publics dont dépend le peuple. Sont absentes du budget de 2021 les dispositions de congés de maladie payés pour les travailleurs ontariens, et on n'y trouve aucun engagement pour ce qui est des augmentations de salaire pour les préposés aux services de soutien aux personnes et les travailleurs des secteurs des soins au-delà du 30 juin 2021.

Il n'y a aucun engagement à rétablir des programmes d'inspections intégrales de la qualité dans les centres de soins de longue durée ni à progressivement mettre fin aux soins à long terme « pour le profit ». Le budget 2021 n'assure pas non plus des écoles sécuritaires partout en Ontario, mettant les travailleurs de l'éducation, les enfants et les familles à risque de façon continue et injustifiée.

« La pandémie de la COVID-19 a exposé ce qui arrive lorsque les services publics souffrent de sous-financement chronique », a dit Patty Coates, la présidente de la Fédération du travail de l'Ontario, « les crises de la santé frappent plus fort, et la province est moins préparée pour protéger la santé et la sécurité des gens. Il est maintenant temps de corriger ces erreurs, de fournir à l'Ontario ce qu'il faut pour son rétablissement et se préparer pour l'avenir – ce budget ne livre pas la marchandise. »

Le budget ne réussit même pas à ajuster les dépenses en éducation en fonction du taux d'inflation. [... ]

L'annonce d'un crédit d'impôt pour la garde des enfants ignore le plus urgent : des services de garde universellement accessibles et abordables et financés publiquement partout dans la province.

« L'Ontario a besoin de solutions durables qui tiennent compte des longues années de sous-financement chronique des services publics », a dit Coates. Les travailleurs réitèrent le besoin urgent de régler le problème des effectifs dans les foyers de soins de longue durée, d'assurer des congés de maladie payés, d'augmenter les salaires des travailleurs de la santé, d'assurer un accès suffisant et fiable aux ÉPI, de réduire le nombre d'élèves par classe, de régler le problème des impacts de l'inaccessibilité des services de garde et d'investir dans l'éducation postsecondaire. [... ]

(Photo: OFL)

---

## L'Union internationale des employés des services

- Sharleen Stewart, présidente de l'UIES - Soins de santé -

*Le budget ne répond pas aux besoins des travailleurs de la santé et des résidents et patients vulnérables dont ils s'occupent.*

« Les femmes et les hommes aux premières lignes de notre système de santé subissent une dépression économique et émotionnelle, et pourtant, le budget n'annonce pas les appuis requis pour stabiliser la main-d'oeuvre.

« Les travailleurs de la santé ont demandé au premier ministre Doug Ford de rendre la 'prime en temps de pandémie' de 4 dollars l'heure à nouveau disponible pour tous les héros en première ligne luttant contre la COVID et à faire en sorte qu'elle soit permanente, mais son budget ignore le respect et la sécurité économique que ces travailleurs exigent.

« 67 % des membres du syndicat rapportent un manque à gagner dans leur salaire net, mais le budget du premier ministre Doug Ford ne permet pas aux bas salariés, comme les préposés aux services de soutien à la personne, d'obtenir un salaire de subsistance d'au moins 25 dollars l'heure.

« Les travailleurs de la santé aux conditions d'emploi précaires méritent des congés de maladie payés pour qu'ils ne soient pas obligés de faire le choix déchirant entre mettre du pain sur la table ou aller travailler malade, mais le premier ministre Ford leur refuse cette protection de base.

« De bons emplois à temps plein avec des salaires et des avantages sociaux équitables sont essentiels pour retenir les travailleurs de la santé, mais le budget du premier ministre Ford ne prévoit pas le financement nécessaire pour renverser la tendance du travail à temps partiel.

« Les centres de soins de longue durée de l'Ontario ne pourront pas assurer 4 heures de soins par résident par jour sans les gens requis pour dispenser ces soins, et parce que le budget de Doug Ford n'a pas fourni ce qu'il faut aux travailleurs de la santé,



nos aînés les plus vulnérables devront se passer des soins dans la dignité qu'ils méritent. »

(Photo : UIES)

## Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario

### *Le budget provincial est une déception pour les infirmières en quête d'espoir et d'améliorations à court terme.*

Le budget provincial n'a pas fourni l'espoir et le répit à court terme dont les infirmières de l'Ontario avaient cruellement besoin, a déclaré l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario (AIIO).

La présidente de l'AIIO, Vicki McKenna, infirmière autorisée, a déclaré : « L'augmentation de 3,4 % du financement ne suffit pas pour que le système rattrape les retards cumulés en chirurgie une fois la pandémie passée. Le budget ne résout pas les compressions dans la santé publique que ce gouvernement a fait quelques mois à peine avant la pire crise de santé publique depuis un siècle, et il ne s'engage pas non plus à accélérer les niveaux d'affectation du personnel infirmier dans les établissements de soins de longue durée ou à améliorer la qualité et la fréquence des inspections de ces résidences. » [...]



McKenna note : « Chaque Ontarien a besoin et mérite un congé de maladie payé, ce qui garantirait que ceux qui ne peuvent pas travailler à domicile puissent rester à la maison lorsqu'ils sont malades. Nous savons que l'Ontario doit stabiliser l'affectation du personnel infirmier dans nos établissements de soins de santé, et le budget ne mentionne aucune mesure précise à cet effet. Bien qu'il reçoive des fonds fédéraux pour l'aide face à la COVID-19, le gouvernement continue de répartir ce financement d'urgence sur plusieurs années, alors qu'il pourrait

être utilisé maintenant pour couvrir les coûts immédiats de la reconstruction de la capacité de notre système de soins de santé.

« Il y a très peu de choses dans ce budget qui sont un soulagement immédiat dont nos infirmières autorisées et nos professionnels de la santé dévoués ont besoin, dit-elle. L'AIIO aimerait voir plus de financement aller aux soins de santé à but non lucratif, plutôt qu'aux établissements qui fonctionnent pour le profit et qui ont tant souffert pendant la COVID-19. L'annonce du financement pour plus d'infirmières dans les maisons pour personnes âgées ne prend pas en main l'affectation du personnel infirmier autorisé en soins de longue durée.

« S'il y a eu une leçon à tirer de la COVID-19, c'est que le fait de priver notre système de santé et nos unités de santé publique de financement et de personnel a de réelles conséquences, dit-elle. Les Ontariens, nos infirmières et nos professionnels de la santé de première ligne ont payé cher pour cela pendant la pandémie. Notre système de soins à domicile a souffert et aurait pu être utilisé pour renforcer les services aux personnes âgées. Nous aurions dû tirer les leçons du passé, du SRAS, mais il n'y a rien sur la mise en oeuvre du principe de précaution pour assurer la sécurité du personnel ou des patients, des résidents et des clients. Il n'y a rien dans l'embauche d'infirmières autorisées pour combler l'écart en Ontario entre les niveaux d'affectation du personnel d'infirmières autorisées par rapport au reste du pays. Pour un budget axé sur la santé des gens, le budget manque de détails sur les soins aux infirmières qui soignent les Ontariennes et Ontariens. »

(Photo : AIIO)

# Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) - Ontario

(Extrait)



« Après tout ce que les Ontariens ont vécu l'an dernier, ce budget n'est qu'un exemple classique de théorie du ruissellement et c'est la dernière chose dont les collectivités ont besoin », a déclaré Fred Hahn, président du SCFP-Ontario. « Ils maquilleront la réalité. Il n'en reste pas moins que le budget promet des réductions d'impôt et des subventions massives pour les grandes entreprises et les Ontariens les mieux nantis, alors que les services publics chroniquement sous-financés qui ont prouvé qu'ils protégeaient nos vies et nos moyens de subsistance n'en recevront qu'une infime partie ».

« Il n'y a pas de plan de relance qui ne garantisse pas des jours de congés de maladie payés pour tous, qui ne déclare pas le racisme anti-Noir comme une crise de santé publique et ne l'appuie pas par un plan entièrement financé, et qui ne prend pas en charge un programme de vaccination accessible aux personnes des communautés les plus durement touchées », a déclaré Fred Hahn. « Les investissements ne doivent pas se contenter de ruisseler alors que les impacts s'accumulent dans nos communautés. »

« Le moment est venu d'agir et d'avoir des idées audacieuses, et non de remanier les mêmes vieilles stratégies qui nous ont vu entrer dans cette pandémie mondiale dans une position de faiblesse pour relever ses défis. Répéter ces erreurs ne fera qu'accélérer les pressions financières sur nos services publics et creuser les inégalités. » [...]

« Nous avons eu droit à des annonces incessantes pour les soins de longue durée, mais il est temps de mettre les annonces de côté », a déclaré Candace Rennick, secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario. « Il nous faut mettre à exécution de véritables initiatives en ce qui concerne les soins de longue durée, à savoir plus de personnel, une stratégie complète en matière de recrutement et des mesures adéquates pour retenir le personnel existant. Nous avons besoin d'une prime de pandémie permanente de quatre dollars l'heure pour tous, des emplois à temps plein et des jours de congés de maladie payés ».

« Cette pandémie dure depuis un an et les Ontariens ont une meilleure idée de ce dont nous avons besoin pour rester en sécurité et nous rétablir après la COVID-19 », a dit Fred Hahn. « Des avantages massifs pour ceux du groupe supérieur et un peu plus que des investissements minimes pour le reste d'entre nous ne suffiront plus. »

(Photo : OCHU)

# Le président du secteur universitaire au SCFP-Ontario

« *Pour le secteur universitaire en crise, le budget 2021 des conservateurs de Ford représente une 'négligence crasse de ses devoirs'.* »

« Le budget provincial déposé hier par le ministre des Finances, Peter Bethlenfalvy, représente une 'négligence crasse des devoirs' du gouvernement conservateur Ford envers le secteur universitaire ontarien, selon David Simao, président du Comité de coordination des travailleurs universitaires de l'Ontario (CCTUO), qui parle au nom de plus de 30 000 travailleurs universitaires représentés par le SCFP dans toute la province.

« Même dans une année normale, le mépris et l'indifférence totale de ce budget à l'égard de l'enseignement postsecondaire se seraient démarqués, ajoute-t-il. Mais, au milieu d'une pandémie mondiale qui ne survient qu'une fois par siècle, qui a mis en lumière tant de besoins critiques dans tous les secteurs de l'économie ontarienne, il s'agit d'une négligence crasse des devoirs du ministre responsable des universités et de l'ensemble du caucus conservateur de Ford », a dit David Simao.

**Agissez maintenant :  
Demandez un financement  
pour assurer l'avenir  
de la Laurentienne.**

« Le budget déposé hier poursuit la tendance aux coupes, en dollars réels, dans le secteur universitaire. La subvention de fonctionnement de base de 3,6 milliards de dollars proposée pour les 21 universités publiques de l'Ontario dans le document budgétaire d'hier ne parvient même pas à suivre l'inflation. Ainsi, de manière concrète, le montant que dépense le provincial par étudiant a diminué chaque année sous le

gouvernement conservateur de Ford.

« En outre, l'enveloppe de 700 millions de dollars annoncée pour garnir les rangs des préposés aux services de soutien à la personne (PSW), afin d'aider les Ontariens qui reçoivent des soins à domicile ou qui vivent en établissement de soins de longue durée (SLD), ne contient pas d'argent frais. Les conservateurs de Ford ont plutôt détourné des fonds destinés au Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) qui s'adresse aux personnes qui poursuivent des études postsecondaires.

« Le discours sur le budget d'hier du ministre Bethlenfalvy faisait près de 6 000 mots, mais un mot brillait par son absence : à aucun moment n'y a-t-on entendu le mot université », déplore Fred Hahn, président du SCFP-Ontario.

« C'est comme si un pilier vital du développement socioéconomique de toute grande nation industrialisée n'existait pas aux yeux des plus hauts fonctionnaires du gouvernement conservateur Ford, ajoute-t-il. Où le Cabinet pense-t-il que les médecins, les infirmières, les chercheurs, les scientifiques, les experts en santé publique et d'innombrables autres disciplines directement chargées de lutter contre les pandémies comme la COVID-19 reçoivent leur formation ? »

« Depuis leur arrivée au pouvoir au début de l'été 2018, les conservateurs de Ford ont retranché des millions de dollars du secteur universitaire. En février dernier, l'Université Laurentienne de Sudbury a été contrainte de se placer sous la protection de ses créanciers, pendant que les conservateurs de Ford ne faisaient rien pour garder



solvable cette institution du Nord de l'Ontario.

« Un gouvernement qui ne prononce même pas le mot université dans son discours sur le budget n'a rien à offrir à un secteur de l'économie qui devrait être à l'avant-garde pour aider la province à sortir de cette pandémie, estime Fred Hahn, qui a exhorté « tous les Ontariens soucieux de la qualité de l'enseignement postsecondaire public à se mobiliser et à faire comprendre leur point de vue au gouvernement. »

« Ce budget ne fait rien pour aider l'Université Laurentienne, les étudiants, les travailleurs universitaires ou le personnel de soutien des campus, renchérit David Simao. Il ne s'est même pas donné la peine de débiter des platitudes creuses. Par conséquent, la tâche nous incombe à tous de militer en faveur des universités avant que le gouvernement ne laisse ce secteur s'enfoncer encore plus profondément dans la crise. »

(Photos : APPUL, J. Bunett)

---

## Déclaration commune des syndicats représentant les travailleurs en éducation



« Au moment où la province fait face à la troisième vague de la pandémie, le gouvernement Ford présente un budget où les dépenses en éducation ne correspondent pas à l'inflation et à l'augmentation du nombre d'élèves. De toute évidence, l'éducation n'est pas une priorité pour ce gouvernement.

« La pandémie a des répercussions considérables sur les élèves, les travailleuses et travailleurs de l'éducation et nos communautés. Outre les préoccupations liées à la santé et à la sécurité, de fréquentes perturbations ont mené à d'importants retards en apprentissage et à des écarts de rendement plus importants. Avec ce budget, le gouvernement Ford avait l'occasion d'offrir aux élèves les appuis dont ils auront besoin au cours des mois et des années à venir. Au lieu de cela, il continue à exagérer ses soi-disant investissements, manquants ainsi à ses obligations réelles envers les élèves et les familles de l'Ontario.

« Le refus persistant du gouvernement d'investir dans des mesures qui assureraient la sécurité des écoles a eu un impact très inquiétant sur la santé et le bien-être des travailleuses et travailleurs de l'éducation, allant jusqu'à l'hospitalisation. L'incohérence de son plan de vaccination continue à générer de la confusion et du chaos partout en province. Et son incapacité à répondre à la pandémie a prolongé la crise et continue de créer de l'incertitude.

« Jusqu'à maintenant, la province a refusé de faire les investissements indispensables pour



l'éducation financée par les fonds publics, mettant en péril les élèves, les travailleuses et travailleurs de l'éducation et les familles de l'Ontario. Le gouvernement a ignoré des conseils d'experts médicaux, a refusé d'améliorer les mesures de sécurité et a fermé les yeux, alors que les exigences en matière d'auto-isolément et les inquiétudes liées à la sécurité ont mené à des pénuries de personnel sans précédent partout en province.

« L'AEFO, la FEEO, l'OECTA, l'OSSTF/FEESO et le SCFP demandent au gouvernement Ford d'investir dans :

- des classes de plus petite taille pour assurer la sécurité des élèves et pallier la perte d'apprentissage liée à la pandémie;
- des mesures de sécurité améliorées pour lutter contre les infections;
- du soutien en matière de santé mentale pour les élèves et les travailleuses et travailleurs de l'éducation; et
- du soutien pour les élèves ayant des besoins d'apprentissage particuliers.

« Il est grand temps que le premier ministre Ford et le ministre Lecce commencent à écouter ce que les travailleuses et travailleurs de l'éducation ont à dire. L'abandon, par le gouvernement conservateur, mine l'éducation financée par les fonds publics et nos élues et élus doivent en être tenus responsables. »

*L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)*

*Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Ontario)*

*La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)*

*Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)*

*La Fédération des enseignantes/enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO)*

---

## Unifor

### (Extrait)

« Le budget provincial de 2021 du ministre des Finances Peter Bethlenfalvy ne traite pas de la crise des soins de longue durée en Ontario et soulève des questions quant à l'orientation et à la force de la relance économique de la province, affirme Unifor. [...]

« Plutôt que de régler la crise des soins de longue durée maintenant, ce budget n'investit que 10 % du financement annoncé, soit 0,5 milliard de dollars, en 2021-2022 pour répondre à l'enjeu des quatre heures de soins directs à donner tous les jours.

« Le virus ne ralentit pas, et nous devons accélérer notre réponse, a déclaré Naureen Rizvi, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor. Le gouvernement provincial retarde la mise en oeuvre de cette norme fondamentale qui améliorera la sécurité et les conditions de travail dans le secteur déficient des soins de longue durée. » [...]

La crise de la COVID-19 a rapidement révélé la façon dont les inégalités influencent la capacité de nombreuses communautés de résister à la pandémie. [...]

« Nous le disons depuis plus d'un an maintenant : les jours de congé payés sont une question de santé publique et sont nécessaires pour protéger les travailleuses et travailleurs les plus précaires et vulnérables contre ce virus, a ajouté Maureen Rizvi. Le refus actuel du gouvernement de mettre cette mesure en place en dit long, mais la voix des travailleuses et travailleurs sera encore plus forte. »